

# Doing Research au **MALI**

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Mai 2026



# Doing Research au MALI

---

## RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Mai 2026

### AVERTISSEMENT :

Ce rapport est le résultat d'une extension multi-pays de l'initiative mondiale Doing Research en Afrique francophone. Doing Research est une initiative phare du Global Development Network (GDN), mise en œuvre et conduite de manière indépendante.

Les opinions exprimées dans ce document ne reflètent pas nécessairement celles du GDN

Le Global Development Network est une organisation internationale publique qui soutient la recherche en sciences sociales de haute qualité et axée sur les politiques dans les pays à faible et moyen revenu afin de promouvoir une vie meilleure.

Le ROCARE-Mali est une organisation non gouvernementale orientée sur la recherche en éducation. Il vise à promouvoir l'expertise nationale en matière de recherche en éducation et une culture de recherche afin d'améliorer les politiques et pratiques d'éducation au Mali. Cette expertise concerne le renforcement des capacités de recherche, la diffusion des connaissances et la collaboration entre chercheurs, praticiens et décideurs dans le domaine de l'éducation.

**Titre :** Doing Research au Mali - Résumé Exécutif

**Auteurs / Autrices :** Nouhoun Sidibé, Anna Traoré, Bougadari Doumbia, Aminata Coulibaly, Boubacar Mody Guindo

**Publié par :** Global Development Network

**Design par :** Suresh Kumar

**Copyright :** GDN et ROCARE-Mali

**Citation suggérée :** ROCARE-Mali et GDN, Doing Research au Mali - Résumé Exécutif. Global Development Network, 2026.

**Coverpage Photo :** iStock/oversnap

# RESUME EXECUTIF

## Introduction

Dans un contexte marqué par des défis socioéconomiques, sécuritaires et politiques majeurs, le renforcement du système de recherche en sciences sociales au Mali apparaît comme un enjeu stratégique pour la production de connaissances fiables, l'éclairage des politiques publiques et la promotion du développement durable. Malgré son importance croissante, ce secteur demeure encore insuffisamment structuré, financé et documenté, ce qui limite son influence sur les processus décisionnels et les réformes nationales. C'est dans cette perspective que le Réseau Ouest et Centre Africain de Recherche en Éducation (ROCARE-Mali), en partenariat avec le Global Development Network (GDN), a conduit une évaluation du système national de recherche en sciences sociales dans le cadre du programme international Doing Research (DR).

L'évaluation DR Assessment au Mali constitue une analyse systématique du paysage national de la recherche en sciences sociales. Elle repose sur une méthodologie internationale validée depuis 2017 et contextualisée au Mali en 2024. L'étude adopte une approche méthodologique mixte combinant analyse documentaire, collecte de données quantitatives et investigations qualitatives. Le processus s'est articulé autour de trois principales étapes : l'analyse du contexte national, la cartographie des acteurs du système de recherche et la réalisation d'enquêtes auprès d'informateurs clés, notamment des chercheurs, responsables institutionnels et décideurs publics.

Au-delà du diagnostic institutionnel, le rapport met en évidence les contraintes structurelles et les opportunités susceptibles d'influencer le développement de la recherche en sciences sociales au Mali. Il examine notamment les capacités institutionnelles, les mécanismes de financement, les dynamiques de collaboration scientifique, les pratiques de diffusion des connaissances ainsi que les interactions entre recherche et action publique.

## Principaux résultats

**Faible institutionnalisation de l'utilisation des sciences sociales dans les politiques publiques.** L'étude met en évidence un paradoxe majeur : bien que les sciences sociales soient largement reconnues comme utiles à l'élaboration des politiques publiques, leur mobilisation

effective dans les processus décisionnels demeure limitée. Près de 90 % des décideurs interrogés considèrent les sciences sociales comme utiles ou très utiles ; toutefois, les échanges entre chercheurs et décideurs restent peu structurés, faiblement institutionnalisés et souvent ponctuels. En conséquence, les résultats de la recherche sont rarement intégrés de manière systématique dans la formulation, la mise en œuvre ou l'évaluation des politiques publiques.

**Concentration géographique et faiblesse des capacités nationales de recherche.** Les capacités nationales de recherche restent limitées et fortement concentrées dans le district de Bamako. Le Mali compte environ 117 chercheurs en sciences sociales par million d'habitants, soit 1 171 chercheurs représentant près de la moitié de l'effectif national de chercheurs. Par ailleurs, 92,74 % des chercheurs exercent à Bamako, ce qui accentue les déséquilibres territoriaux et limite la production de connaissances ancrées dans les réalités locales et régionales.

**Persistance des inégalités de genre dans la recherche.** L'étude révèle d'importantes inégalités de genre au sein du système de recherche. Les femmes représentent seulement 12,13 % des chercheurs en sciences sociales et 14,29 % des responsables administratifs. Cette sous-représentation affecte également l'accès aux fonctions de leadership scientifique, aux financements, aux opportunités de mentorat et aux perspectives d'évolution professionnelle.

**Sous-financement structurel de la recherche scientifique.** Le financement de la recherche demeure largement insuffisant. Les dépenses nationales de recherche-développement représentent seulement 0,18 % du PIB, un niveau nettement inférieur à l'objectif de 1 % fixé par l'Union africaine. Cette faiblesse structurelle affecte les infrastructures de recherche, l'accès aux ressources documentaires et numériques, les capacités de publication scientifique ainsi que la formation doctorale.

**Forte dépendance aux financements extérieurs.** L'étude souligne une forte dépendance vis-à-vis des financements extérieurs. Environ 50,2 % du financement de la recherche provient de partenaires internationaux, tandis que certaines estimations institutionnelles indiquent une dépendance pouvant atteindre 90 % dans certains domaines, les ressources nationales étant principalement consacrées aux charges salariales. Cette situation contribue à orienter les priorités scientifiques

vers les agendas des bailleurs plutôt que vers les besoins nationaux.

**Faible production scientifique et faible visibilité des connaissances.** La production scientifique et la diffusion des connaissances restent faibles. En moyenne, chaque chercheur produit 0,14 publication évaluée par les pairs, tandis que seulement 18,87 % des travaux scientifiques sont accessibles en libre accès. Cette faible visibilité s'explique notamment par le nombre limité de revues scientifiques nationales, l'insuffisance des plateformes numériques et la faible culture de vulgarisation scientifique.

## Leviers de transformation

### 1. Renforcer l'interface entre recherche et politiques publiques

Le rapport souligne la nécessité de structurer durablement les interactions entre chercheurs et décideurs publics. La création de mécanismes institutionnels de transfert des connaissances, notamment des cellules de liaison recherche-politique au sein des universités, centres de recherche et ministères, permettrait de faciliter la valorisation des résultats scientifiques dans les politiques publiques. La mise en place de cadres permanents de dialogue favoriserait également une meilleure circulation des connaissances entre les acteurs scientifiques, institutionnels et sociaux.

### 2. Consolider le financement national de la recherche

Le rapport recommande la mise en place d'un mécanisme national de financement stable, transparent et durable afin de réduire la dépendance aux financements extérieurs. La création d'un fonds national dédié à la recherche en sciences sociales permettrait de soutenir des projets alignés sur les priorités stratégiques du pays. Une augmentation progressive des investissements publics en recherche-développement apparaît également nécessaire pour atteindre les standards continentaux.

### 3. Renforcer la reconnaissance institutionnelle des sciences sociales

L'étude recommande l'élaboration d'un référentiel national d'évaluation spécifique aux sciences sociales, complémentaire aux dispositifs existants de l'AMAQ-SUP. Ce cadre devrait valoriser non seulement les publications scientifiques, mais également l'impact sociétal des recherches, les activités de vulgarisation et les contributions aux politiques publiques.

### 4. Professionnaliser les capacités de recherche et de communication scientifique

Le développement des compétences en communication scientifique, en vulgarisation et en transfert des connaissances constitue un enjeu majeur. Le rapport recommande l'intégration de modules spécialisés dans les programmes de formation ainsi que la mise en place de dispositifs de mentorat destinés aux jeunes chercheurs et aux femmes chercheuses.

### 5. Développer un écosystème de recherche collaboratif et ouvert

Le rapport met en évidence la nécessité de renforcer les synergies entre universités, centres de recherche, administrations publiques, secteur privé et société civile. La création d'un Conseil national de coordination de la recherche, sous l'égide du CNRST, contribuerait à améliorer la cohérence des politiques scientifiques et la coordination institutionnelle. Le développement d'un portail national de science ouverte favoriserait également l'accès aux données scientifiques et la visibilité des productions nationales.

## Conclusions

L'étude conclut que le système de recherche en sciences sociales au Mali dispose d'un potentiel stratégique important, mais demeure confronté à des fragilités structurelles persistantes. Malgré l'existence d'une communauté scientifique active et l'intérêt croissant des décideurs pour les connaissances fondées sur les preuves, plusieurs contraintes limitent encore l'efficacité du système : sous-financement chronique, forte dépendance aux financements extérieurs, concentration géographique des capacités de recherche, faibles infrastructures scientifiques et insuffisance des mécanismes de diffusion des connaissances.

L'analyse met également en évidence une faible articulation entre recherche, action publique et société. Les résultats scientifiques restent encore insuffisamment transformés en outils opérationnels d'aide à la décision. Toutefois, le rapport souligne qu'une réforme coordonnée du système, fondée sur le renforcement du financement national, l'amélioration de la gouvernance scientifique, la professionnalisation de la communication de la recherche et l'institutionnalisation du dialogue entre science et politique, permettrait de renforcer durablement la contribution des sciences sociales au développement national.

## Points clés

- **Surcharge des capacités d'encadrement universitaire :** 73 étudiants pour un enseignant dans l'enseignement supérieur, contre une norme UNESCO de 25:1.
- **Faible densité nationale de chercheurs :** 117 chercheurs en sciences sociales par million d'habitants.
- **Centralisation excessive des capacités de recherche :** 92,74 % des chercheurs concentrés dans le district de Bamako.
- **Sous-représentation des femmes dans la recherche :** 12,13 % de femmes parmi les chercheurs en sciences sociales.
- **Insuffisance du financement public de la recherche :** 0,18 % du PIB consacré à la recherche-développement.
- **Dépendance élevée aux financements extérieurs :** 50,2 % du financement de la recherche assuré par des partenaires internationaux.
- **Faible accessibilité des productions scientifiques :** 18,87 % seulement des publications accessibles en libre accès.

## Recommandations stratégiques

### A. Renforcer la gouvernance du système de recherche

Créer un Conseil national de coordination de la recherche sous la tutelle du CNRST afin d'améliorer la cohérence, le pilotage stratégique et la coordination du système national de recherche.

### B. Moderniser les infrastructures scientifiques

Investir dans les bibliothèques numériques, les plateformes de gestion documentaire, les logiciels anti-plagiat, les bases de données scientifiques et les infrastructures numériques de recherche.

### C. Promouvoir l'équité de genre

Mettre en place des politiques ciblées de mentorat, de financement et d'accompagnement en faveur des femmes chercheuses afin de réduire les inégalités structurelles dans l'accès aux carrières scientifiques et aux responsabilités institutionnelles.

### D. Rééquilibrer les charges d'enseignement et de recherche

Réviser les charges pédagogiques des enseignants-chercheurs afin de leur accorder davantage de temps pour les activités de recherche, la publication scientifique et la participation aux réseaux académiques.

### E. Développer une politique nationale de science ouverte

Créer un portail national de science ouverte destiné à centraliser, archiver et diffuser les productions scientifiques maliennes afin de renforcer leur visibilité, leur accessibilité et leur valorisation.

## La carte du Mali





[www.gdn.int](http://www.gdn.int)

